

# Plus réaliste et cohérente

## La politique afghane du président Obama tranche avec la position plus ambitieuse du gouvernement Harper

JUSTIN MASSIE



L'auteur est docteurant à Queen's University et chercheur associé à la chaire de recherche du Canada en politiques

étrangères et de défense canadiennes de l'UQAM.

Le discours du président américain Barack Obama explicitant la politique afghane des États-Unis pour les deux prochaines années permet de contraster celle-ci avec celle adoptée par le gouvernement Harper. Par la voie de son ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, le Canada s'est dit « ravi de la complémentarité » entre les objectifs américains et canadiens en Afghanistan. Or la politique afghane des États-Unis se veut beaucoup plus réaliste et cohérente, et définitivement moins ambitieuse que celle du Canada, aussi étonnant que cela puisse paraître.

L'objectif des États-Unis est le même depuis octobre 2001: « déstabiliser, démanteler et vaincre Al-Qaeda et ses alliés extrémistes », c'est-à-dire les talibans situés en Afghanistan et au Pakistan. Quant au Canada, il s'agit, toujours selon M. Cannon, de « construire une société stable, démocratique et capable de prendre sa destinée en main ». Notons d'abord l'omission du Pakistan des considérations canadiennes (Islamabad est pourtant au cœur de la politique américaine), et surtout l'illusion du gouvernement Harper que l'OTAN souhaite et sera en mesure d'établir une démocratie autonome en Afghanistan d'ici 2011.

C'est que M. Obama rejette la vision canadienne, qui met l'accent sur la protection des femmes et des enfants, ainsi que sur la reconstruction politique et socioéconomique de l'Afghanistan. Dans les mots du président américain: « Je rejette ce scénario parce qu'il établit des buts qui dépassent ce qui peut se réaliser à un coût raisonnable et ce que nous devons réaliser afin de défendre nos intérêts. »

Car pour atteindre un tel objectif, conforme aux soi-disant valeurs humanitaires des Canadiens, il faudrait un engagement politico-militaire indéterminé dans le temps, un investissement économique et des renforts civils et militaires qui dépassent les capacités américaines. Comment le Canada peut-il émettre des tels objectifs alors que même les États-Unis ne sont pas en mesure de les atteindre? La question demeure ouverte, mais

américains: former l'armée et la police afghanes, sécuriser les principaux foyers de population, ainsi que lutter contre le narcotrafic, principale source de revenu pour les insurgés.

Là où Obama se distingue de George W. Bush et se rapproche du premier ministre canadien, c'est par son désir de fixer une date de retrait des forces américaines. Tout en prenant soin de préciser que les conditions sur le terrain pourraient modifier sa stratégie de retrait et qu'il n'est pas question d'abandonner les Afghans à eux-mêmes ensuite, Obama fixe à juillet 2011 le début de retour à la maison des soldats américains. Il s'agit précisément de la même date prévue pour le début du retrait des Forces canadiennes. Harper avait-il donc raison de rejeter la conclusion de la commission Manley et de faire volte-face en annonçant le retrait des militaires canadiens à partir de l'été 2011 et ce, près de deux

**M. Obama rejette la vision canadienne, qui met l'accent sur la protection des femmes et des enfants, ainsi que sur la reconstruction politique et socioéconomique de l'Afghanistan.**

l'on peut supposer qu'il s'agit, pour le gouvernement Harper, d'une stratégie de communication plutôt que d'une politique afghane cohérente et articulée comme telle.

Pour atteindre l'objectif de contrer Al-Qaeda et ses sympathisants talibans, le président américain écarte également la stratégie d'empreinte légère, consistant à un retrait du gros des troupes américaines au profit de frappes ciblées contre les insurgés. Il préfère le déploiement rapide de renforts au cours de 18 prochains mois afin d'établir les conditions favorables au retrait éventuel des militaires

ans avant son homologue américain? Une nuance majeure s'impose: Harper ne considère pas que la situation sur le terrain importe pour le retrait des militaires canadiens.

Quant à la nécessité de renforts afin d'atteindre l'objectif que se fixe l'administration Obama, Harper est aussi catégorique: toute augmentation des forces étrangères se fera sans le Canada. Le gouvernement fédéral préconise une stratégie que récusent les États-Unis, qui consiste à espérer que le statu quo se transforme miraculeusement en situation favorable à l'OTAN.